

Le « Jour de la Libération » et la « paix de Trump »

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

Le « Jour de la Libération », celui où Trump a annoncé une hausse arbitraire des droits de douane, a été présenté par son administration comme une tentative de réindustrialiser les États-Unis d'Amérique et de résorber leurs déficits, budgétaire et commercial. Il me semble qu'en réalité, Trump a tenté de mettre fin à la mondialisation en portant en moyenne à 25 % les droits de douane, ce qui n'était plus arrivé depuis la mise en place de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en 1947, auquel a succédé l'Organisation mondiale du commerce en 1995. La fin de la mondialisation devrait avoir l'effet inverse de son instauration, rendue possible par la fin de l'URSS et la libéralisation de l'économie chinoise. Des centaines de millions d'êtres humains ont vécu dans un bien-être matériel plus grand, après, il est vrai, une décennie de récession pour les Russes.

C'est pourquoi, en moins d'une semaine, Trump a subi la pression des *bond vigilantes*, les placeurs qui protestent contre des politiques, dans le cas présent fiscales, jugées inflationnistes. En vendant massivement des obligations, ils font baisser leur prix et augmenter le taux d'intérêt. En conséquence, Trump a ramené la hausse des droits de douane à 17 % en moyenne, mais son « Jour de la Libération » aura des effets durables, tant sur le plan économique que géopolitique.

Certes, la baisse du cours du dollar, qui valait 0,96 € en janvier et 0,87 € début avril, facilitera les exportations américaines, mais seuls quelques secteurs économiques stratégiques vont être relocalisés aux États-Unis d'Amérique : dans une économie développée comme la leur, la part dans le PIB de l'agriculture, puis de l'industrie manufacturière se réduit au profit des services, car il est moins coûteux de produire les biens ailleurs dans le monde, en diversifiant de préférence les sources pour garantir la sécurité de l'approvisionnement. Les droits de douane ne changeront pas grand-chose au déficit commercial américain.

Les droits de douane ne combleront pas le déficit budgétaire américain, au contraire. Ils vont provoquer une baisse des importations, une hausse de l'inflation et une récession économique. Le déficit budgétaire américain pourrait passer de 6 à 7, voire 8 % du PIB, alors que la dette publique atteint 124 % du PIB. La dette extérieure publique et privée ou position extérieure nette américaine est, elle, de 90 % du PIB. C'est le pourcentage le plus élevé au monde. En cas de récession, cette dette deviendrait vite insoutenable. C'est pourquoi la Chine et le Japon ont commencé à vendre les bons du Trésor américain qu'ils détiennent. Les Européens pourraient les suivre. Le dollar américain cesserait d'être la monnaie de réserve mondiale.

Les droits de douane n'inciteront pas les Américains à épargner plus, car l'inflation réduira leur pouvoir d'achat. Ils ne seront pas capables de racheter les bons du Trésor, dont la valeur va s'effondrer.⁽¹⁾

L'Union européenne (UE) a envoyé son commissaire au Commerce extérieur négocier à Washington avant de prendre des mesures de rétorsion. Déjà les touristes sont moins nombreux aux États-Unis d'Amérique. Les financiers pourraient suivre le mouvement. Les cours des actions ont chuté en bourse puis ont rebondi, mais pas jusqu'au niveau précédent. Le boycott des produits américains s'amplifie dans le monde.

Sur le plan géopolitique, Trump et son administration ont montré un profond mépris pour les alliés de longue date des États-Unis d'Amérique, en Europe comme dans la zone indopacifique, mais c'est envers l'Ukraine que les bornes ont été dépassées, en l'accusant d'être le fauteur de guerre, alors que nous avons tous vu les images satellites des colonnes de chars russes se dirigeant vers Kiev en février 2022.

Cette situation suscite de nombreux questionnements en Europe et plus encore en Ukraine.

Voici mes réponses à quatre des questions qui m'ont été posées.

Sur les perspectives de paix

Pendant la campagne présidentielle, Trump promettait de mettre fin à la guerre en Ukraine en 24 heures, or la « paix de Trump en Ukraine » n'est toujours pas réalisée, près de trois mois après sa seconde investiture. C'est pourquoi il a menacé la Russie de nouvelles sanctions si elle ne consentait pas à la paix. La

fanfaronnade de Trump a fait long feu. Les négociations qui ont cours en Arabie saoudite n'ont jusqu'à présent produit qu'un cessez-le-feu limité aux infrastructures énergétiques, qui a été immédiatement violé.

Poutine a posé des conditions inacceptables à un cessez-le-feu en mer Noire. Il n'accepte pas de limiter son impérialisme et ne fait aucune concession. Il veut atteindre tous les objectifs assignés à l'opération spéciale, notamment la cession des oblasts de Louhansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson, qu'il n'occupe qu'en partie, la mise en place d'un régime fantoche à Kiev, le désarmement de l'Ukraine qui deviendrait un territoire neutre et la fin de la coopération militaire entre l'OTAN et l'Ukraine. Zelensky s'est montré conciliant quant au cessez-le-feu, mais pas quant à la cession de ressources minières aux Américains sans garanties de sécurité.

Le 11 avril, Steve Witkoff, l'émissaire de Trump a rencontré Poutine en Russie pour la troisième fois et pendant quatre heures trente. Il s'est aussi entretenu avec le négociateur russe sur les questions économiques, Kirill Dmitriev, qui fut début avril le premier haut responsable russe accueilli à Washington depuis le 24 février 2022. Trump veut rétablir les relations bilatérales avec la Russie pour l'éloigner de la Chine, qu'il considère comme la principale menace pour la suprématie américaine. Il me semble improbable que Trump puisse rééditer le coup d'éclat de Nixon et Kissinger, qui avaient réussi à éloigner la Chine de l'URSS pour mettre fin à la guerre en Indochine, car les rapports de force ont beaucoup changé. De plus, Mao et Khrouchtchev ne s'entendaient pas, alors que Xi soutient manifestement Poutine.

Le 8 avril, l'armée ukrainienne a capturé deux soldats chinois. En réagissant à cette annonce, la porte-parole du département d'État américain a rappelé que la Chine fournit près de 80 % des articles à double usage dont la Russie a besoin pour soutenir la guerre. Comme Trump et Vance se sont engagés lors de la campagne électorale à mettre fin à la guerre, ils vont céder beaucoup à Poutine pour ne pas perdre la face, probablement trop pour que ce soit acceptable pour l'Ukraine et pour l'Europe, car une victoire de Poutine ferait augmenter le risque d'agression, en Europe orientale notamment. La guerre hybride nous est faite par Poutine sans discontinuer depuis 2007. Depuis le début de 2024, 11 câbles ont été endommagés en Baltique, notamment par des navires laissant traîner leur ancre sur le fond marin.⁽²⁾

Le nouveau paysage géopolitique vu de Washington risque donc d'être une Amérique isolée, sans plus guère d'alliés, faisant face à un bloc composé de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord, pour ne citer que les partenaires les plus évidents, car les routes de la soie ont doté la Chine d'un réseau mondial.

Sur l'avenir de l'OTAN

Bien que l'Europe reste leur principal partenaire commercial et le premier investisseur aux États-Unis d'Amérique, selon l'Interim National Defense Strategic Guidance du secrétaire à la Défense Hegseth divulguées par le *Washington Post*, les États-Unis d'Amérique n'apporteraient probablement à l'Europe qu'une aide limitée à la dissuasion nucléaire en cas d'attaque russe, car ils veulent concentrer leurs forces sur un éventuel conflit avec la Chine à Taïwan.⁽³⁾

Dans ces conditions, peut-être l'OTAN pourrait-elle devenir une ébauche d'union de défense européenne, avec le Royaume-Uni et la Turquie, qui ont participé à un récent sommet de l'UE à Paris. Le personnel politique et diplomatique européen semble en effet suffisamment déboussolé pour s'engager à nouveau dans la voie d'une défense « européenne » intergouvernementale, sans avoir mis préalablement en place une union politique fédérale de l'Europe. Ce serait emprunter le chemin sans issue qui fut à maintes reprises depuis 1951.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a poussé les pays européens à augmenter considérablement leurs budgets de défense, mais les lacunes à combler en matière de capacités restent très importantes. La passation de marchés et le développement des capacités demeurent fragmentés. L'industrie européenne de la défense est sous-dimensionnée et organisée en fonction des États. L'UE dispose d'outils limités pour aider à développer la production de défense, encourager la recherche et le développement communs et promouvoir la passation conjointe de marchés, mais le financement actuel ne conduit pas à des changements majeurs.

Parce qu'elle n'est qu'une association d'États, l'UE n'est pas en mesure d'assurer notre sécurité et notre défense : les États ont le monopole de l'usage légitime de la force. D'un point de vue militaire, pour une défense efficace, crédible et donc dissuasive de l'Europe,

il faut définir une chaîne de commandement, européenne, unique, légitime et donc émanant d'un pouvoir politique démocratiquement élu au niveau européen.

Les rapports Letta, Draghi et Niinistö qui vont dans ce sens sont déjà archivés et l'Europe se remet à rêver. Un exemple : Lembit Uibo, l'ambassadeur d'Estonie en France estime que son pays est protégé, car a-t-il dit : « Nous avons les trois puissances nucléaires de l'OTAN présentes en Estonie ! ».⁽⁴⁾ L'ambassadeur a tort : la dissuasion, ce n'est pas seulement déployer des capacités militaires, même des moyens de destruction massive, c'est surtout persuader l'adversaire qu'on est prêt à les utiliser. Il devrait plutôt se demander dans quel délai les trois puissances nucléaires de l'OTAN quitteraient l'Estonie si Poutine et Trump échangeaient la prise du Groenland contre celle de l'Estonie.

Il est devenu déraisonnable de s'appuyer sur l'OTAN, c'est-à-dire sur les États-Unis d'Amérique. L'Europe ne peut pas non plus compter sur la France : les présidents Chirac et Macron ont voulu ouvrir le parapluie nucléaire français pour couvrir l'Europe, mais Poutine a cru et croit toujours que la France ne va pas risquer la destruction de Lyon, Bordeaux ou Lille pour protéger Tallinn, Riga ou Vilnius. Son raisonnement s'applique aussi à la Grande-Bretagne.

L'OTAN sans les Américains, c'est un peu de capacités militaires, et beaucoup de lacunes. Rien que nos services de renseignement dépendent des satellites, des serveurs et des ordinateurs de haute technologie *made in USA*. Pour combler les lacunes, il faudra du temps et de nouveaux moyens.

Le plan *Rearm Europe* d'Ursula von der Leyen permettrait de contourner les critères de convergence budgétaire européens pour permettre aux États membres d'emprunter jusqu'à 650 milliards €. Elle propose en outre que l'UE emprunte 150 milliards € pour les mettre à la disposition des États, mais ce n'est encore qu'un concept qui n'est pas prêt de se transformer en manne financière. Nous savons que les 750 milliards € du plan *Next Generation EU* mis en place après le Covid ont permis de satisfaire 70 % des demandes, mais seulement à hauteur de 213 milliards €, tant les procédures sont lourdes. Le plan *Rearm Europe* n'envisage pas de procéder comme pour les vaccins, qu'une autorité européenne avait achetés pour tous les États. Ceux-ci garderaient la maîtrise de la passation des marchés publics. En décembre 2024, le commissaire européen Andrius Kubilius avait pointé les inconvénients de ce système : il est très lent, très incertain, génère des économies d'échelle limitées et ne donne pas à l'industrie les moyens d'accroître et d'accélérer sa production.

Sur le budget de l'UE

Le sixième cadre financier pluriannuel adopté pour la période 2021-2027 doit manifestement être ajusté à cause de la guerre en Ukraine, mais les réunions déjà nombreuses des dirigeants européens depuis l'investiture de Trump le 20 janvier ont surtout mis en évidence l'absence d'unanimité au sein de l'UE. Le nouveau budget, s'il est voté, devrait comporter d'une part des fonds qui compenseront en partie la diminution probable de l'aide américaine à l'Ukraine, mais on sait que la Hongrie opposera son veto ; d'autre part, une enveloppe permettant de combler nos lacunes capacitaires, mais la France ne veut pas, contre l'avis majoritaire, que l'argent européen serve à acheter du matériel américain.

L'OTAN a échoué depuis 75 ans à rendre plus efficaces les dépenses de défense européennes. Depuis 1992 et le traité de Maastricht, l'UE n'a pas su faire mieux. L'effort de défense européen s'élève à plus de 400 milliards € par an, qui servent principalement à payer près d'un million et demi de soldats, dont moins de 50.000 sont réellement opérationnels. La nouvelle doctrine de l'OTAN prévoit qu'en cas d'attaque, les pays européens doivent mobiliser 300.000 soldats dans un délai d'un mois et 500.000 dans un délai de six mois, sans préciser comment faire. En dépensant la moitié du budget de la défense américaine, les Européens obtiennent moins d'un dixième de leurs capacités militaires.

Sur la poursuite de la guerre en Ukraine

A la question de savoir pourquoi l'Europe devrait poursuivre son soutien militaire à l'Ukraine, même si le conflit est gelé, je me réfère à l'avis de deux militaires particulièrement bien informés : le général Christopher G. Cavoli, commandant des forces américaines en Europe et commandant allié suprême de l'OTAN,⁽⁵⁾ ainsi que le général belge Stéphane Dutron, chef du Service général du Renseignement et de la Sécurité.⁽⁶⁾ Celui-ci a rappelé que Trump a contraint Zelensky à faire des concessions en échange d'un soutien militaire et qu'une fois victorieux en Ukraine, Poutine se concentrera probablement d'abord sur la Transnistrie, la Moldavie et peut-être la Biélorussie, puis il tentera de couper les États baltes de l'Europe. Dutron constate que les cyberattaques sont devenues monnaie courante dans notre pays et estime que nous devons rattraper notre retard en matière de protection de nos infrastructures critiques.

Le général Cavoli a déclaré le 8 avril à la Chambre des représentants américaine qu'il recommandait de maintenir les effectifs militaires américains en Europe, portés de 80.000 à 100.000 soldats par le président Biden en réponse à l'attaque russe du 24 février 2022, alors que le Pentagone envisagerait de réduire leur nombre.

Selon Cavoli, l'agression russe rend notre avenir incertain et menace les intérêts vitaux des Occidentaux. Il estime que les positions défensives ukrainiennes sont très solides, qu'il est très peu probable qu'elles s'effondrent, mais qu'une offensive libératrice ne semble plus envisageable, même si, ayant perdu plus de 4.000 chars, les Russes manquent de blindés et de soldats. Pourtant, la plupart des recrues viennent des régions les plus pauvres de Russie et ceux qui se portent volontaires reçoivent jusqu'à six fois leur salaire annuel.

Les deux camps ont développé selon Cavoli des capacités de frappes à longue portée, au moyen de missiles balistiques, de missiles de croisière et de drones. En 2015, l'armée ukrainienne pâtissait de 30 années de sous-investissement. Elle a néanmoins arrêté les Russes. Il en fut de même lors de l'offensive massive de 2022. L'industrie locale produit à présent une grande part des munitions nécessaires à l'Ukraine, elle est au premier rang mondial pour les drones d'attaque. Les Russes ont un niveau de compétence très élevé dans certains domaines techniques. Les F-16 sont efficaces tant pour la défense contre les missiles de croisière que pour le bombardement. Les Ukrainiens ont rapidement maîtrisé l'emploi des systèmes Patriot, qui sont essentiels pour contrer les missiles balistiques et les missiles de croisière. L'appui américain reste essentiel pour le renseignement et la capacité à frapper les postes de commandement, la logistique, etc.

Fédérer l'Europe

Il est urgent d'agir. En 3 ans de guerre, Poutine nous a menacés 130 fois d'attaque nucléaire. Il n'a plus aucun respect du droit international. Or, le premier de ces droits, c'est l'intégrité des frontières. Le populisme séduit une part croissante des Américains. La polarisation de la société américaine pourrait produire un successeur pire que Trump.

Heureusement, les coalitions de volontaires peuvent s'avérer efficaces. Les Américains ayant délaissé la présidence du Groupe de contact de défense de l'Ukraine, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont réuni 51 nations le 11 avril 2025 au siège de l'OTAN. De nouveaux programmes d'aide militaire à Kiev, d'une valeur totale de plus de 21 milliards € ont été approuvés et Washington n'a pas contribué. L'Allemagne donne plus de la moitié du total, soit des systèmes de défense aérienne IRIS-T et les missiles associés, des missiles anti-aériens Patriot, des véhicules de combat d'infanterie Marder, des chars de combat Léopard, des obusiers et des munitions, ainsi que de la formation. Le Royaume-Uni et la Norvège vont livrer des drones FPV à vision subjective,⁽⁷⁾ des drones armés, des systèmes radar, des armes et des mines antichars pour un demi-milliard €. Les drones FPV et armés sont responsables de 60 à 70 % des dommages causés aux équipements russes. Le ministre allemand de la Défense Pistorius a déclaré après la réunion que « La Russie doit comprendre que l'Ukraine est capable de continuer à se battre et que nous la soutiendrons ».⁽⁸⁾

Pour dissuader et réduire l'énorme gaspillage actuel de ressources financières et humaines, l'Europe a besoin de la fédération annoncée le 9 mai 1950 par Robert Schuman. Comme pour l'espace Schengen ou l'euro, une petite coalition de petits États volontaires devrait se rassembler puis s'étendre. Ces États prendraient d'emblée en considération les petites et moyennes entreprises. Une Europe fédérale est aussi le seul moyen de sortir notre base industrielle et technologique de défense de sa situation précaire. Malgré la création de l'Agence européenne de défense en 2004 et l'augmentation récente des dépenses de défense, le marché européen de l'armement n'est pas assez important pour permettre à notre industrie de répondre à nos besoins en équipements. Une grande partie de ceux-ci est donc acquise aux États-Unis d'Amérique, en Corée du Sud ou en Turquie, ce qui réduit le PIB et l'emploi en Europe.

1) Voir David Roche, "US Trade and Trump's Tariffs - Disruption or Design?" in RUSI, <https://icx/ia/OU12>, 7 April 2025

2) Voir sn, "Telecombedrijven: Aanvallen op onderzee kabels bedreigen wereldwijde internet" in *De Morgen*, Live Oekraïne, 10 april 2025

3) Voir sn, "Uitgelekt document: VS zouden Europa beperkt steun bieden bij Russische aanval" in *De Morgen*, Live Oekraïne, 2 april 2025

4) Voir Emmanuel Berretta, "Nous avons les trois puissances nucléaires de l'Otan présentes en Estonie !" in *Le Point*, <https://icx/CuLdFY>, 1^{er} avril 2025

5) Voir Nikki Wentling, "Top general recommends US maintain current troop levels in Europe" in *Military Times*, <https://icx/BrAB-T>, 8 April 2025

6) Voir Jeroen Van Horenbeek, "Stéphane Dutron, hoofd van de militaire geheime dienst: 'De VS zijn een van de grote winnaars van de oorlog'" in *De Morgen*, <https://icx/u2aohf>, 4 april 2025

7) La caméra de bord permet au pilote équipé de lunettes immersives de voir comme s'il était dans l'appareil. FPV signifie *First Person View*.

8) Voir Tim Martin, "Ukraine Defense Contact Group pledges 'record' \$23 billion-plus military aid boost" in *Breaking Defense*, <https://icx/Q1dOtB>, 11 April 2025